

HOSPITALO-UNIVERSITAIRES

Barkat propose une indemnité

Le Syndicat national des professeurs et docents en sciences médicales (SNPDSM) n'a pas renoncé à la grève après l'entrevue avec les deux ministres Rachid Haraoubia et Saïd Barkat, respectivement à la tête du département de l'Enseignement supérieur et celui de la Santé.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Les représentants du SNPDSM ont été reçus, mardi en fin de journée, par les ministres de l'Enseignement supérieur et la Santé afin de tenter de trouver une solution pour que cesse la grève illimitée au sein des facultés des sciences médicales. Alors que M. Haraoubia a demandé audit syndicat de rejoindre les commissions, avec le Cnes, installées par son département, pour étudier le dossier relatif à

l'enseignement supérieur, son collègue de la Santé a proposé une indemnité spécifique aux hospitalo-universitaires.

Cependant, Saïd Barkat n'a donné aucune précision sur cette indemnité qui ne rentre dans aucun cadre. Selon le professeur Djedjelli, secrétaire général du SNPDSM, «l'offre du ministre de la Santé est floue et n'est pas concrète». «Nous n'avons eu que des paroles jusqu'ici», fera-t-il savoir. C'est de la



Photos : Samir Sid

poudre aux yeux, selon lui. Il aurait été préférable que les deux ministres plaident, auprès du Premier

ministre, la cause des fonctionnaires pour le convaincre d'ouvrir le dossier du régime indiciaire

qui permettra la prise en charge de la classification réelle de chaque profession, selon la nouvelle

grille des salaires et les statuts particuliers. «Nous avons participé à ces réunions sans aucune conviction. Nous savions que les réponses ne seraient pas à la hauteur des problèmes posés», a encore soutenu le professeur Djedjelli qui confirme la poursuite de la grève illimitée des hospitalo-universitaires.

Une assemblée générale du syndicat aura lieu samedi pour rendre compte des résultats des deux réunions avec la tutelle et aussi confirmer l'adhésion des hospitalo-universitaires à la grève du 17 janvier annoncée par cinq syndicats autonomes de la Fonction publique.

R. M.

DJAMEL OULD-ABBAS À BOUIRA

Le centre d'aide par le travail enfin opérationnel !

Après avoir servi pendant près de 10 ans à la prise en charge de dizaines d'enfants victimes du terrorisme orphelins de père et de mère, qui ont réussi, grâce au centre, une réinsertion dans le milieu social, qui en se mariant, qui en s'engageant dans les rangs de l'ANP, qui en poursuivant des études supérieures, le Centre régional de prise en charge des victimes du terrorisme a été réaffecté, sur décision du président de la République, pour une autre catégorie sociale tout aussi sensible, à savoir les déficients mentaux âgés de 18 ans et plus.

Cette décision, annoncée par le ministre de la Solidarité nationale, M. Djamel Ould-Abbas, lors de sa visite au début de l'année 2008, a été suivie d'un texte d'application avec le décret exécutif n°02/08 de février 2008 portant création du Centre d'aide par le travail ou CAT, destiné à cette catégorie de personnes.

Ce lundi, en se rendant dans la wilaya de Bouira, le ministre de la Solidarité nationale a visité ce centre qui vient de recevoir ses premiers pensionnaires pour l'année 2008-2009. Actuellement, ce centre, dont la capacité d'accueil est de 60 personnes, compte 22 garçons et 12 filles. Ould-Abbas a insisté auprès des responsables du centre pour accueillir le maximum de personnes handicapées pour alléger le



fardeau des familles.

D'ailleurs, il est utile de rappeler que ce centre pilote, qui est le cinquième à l'échelle nationale après ceux de Tlemcen, Biskra, Tizi-Ouzou et Baraki, à Alger, accueillera les handicapés mentaux âgés de plus de 18 ans est un centre de vie et de travail. Une commission psychopédagogique dûment habilitée étudie les dossiers et sélectionne les déficients mentaux non violents pouvant mener une vie de groupe et aptes à effectuer certaines tâches. Dans la plupart des cas, le centre d'aide par le travail, qui ne peut être ni assimilé ni confondu avec un asile pour aliénés ou un hôpital psychiatrique, accueille les personnes atteintes de trisomie 21, maladie plus connue sous le terme

générique de mongolisme.

Concernant les tâches sélectionnés au niveau des centres qui sont à la portée de ces pensionnaires, il s'agit généralement de travaux agricoles, comme l'élevage ovin, l'aviculture, l'apiculture, les cultures maraîchères, la plasticulture et l'horticulture. Ces activités nécessitant une assistance techniques, les pensionnaires seront suivis par des techniciens de l'agriculture avec lesquels le centre devra signer des conventions par le biais de la Direction des services agricoles.

Pour rappel, au lendemain de la décision de création de ce centre, il lui a été affecté 4 ha de terres agricoles appartenant à une EAC (exploitation agricole collective) qui serviront de ferme agricole

pédagogique aux pensionnaires.

D'ailleurs et toujours au sujet des besoins des locataires en matière de terres pouvant accueillir leurs activités agricoles, il a été décidé, au cours de la visite de ce lundi de M. Ould Abbas, l'augmentation de cette superficie à 10 ha.

En outre, puisque ce centre dispose d'un internat, le ministre a insisté afin que les pensionnaires ne pouvant être reçus par leurs familles bénéficient du régime d'internat. Pour les autres, le transport de et vers leurs lieux de résidence est assuré par le centre. L'hôte de Bouira a insisté, également, sur l'urgence de doter les ateliers en matériel nécessaire notamment au profit des filles qui exercent les activités de couture et d'autres travaux manuels.

L'objectif assigné à ces centres est de permettre aux déficients mentaux, âgés de 18 ans et plus d'avoir un travail et d'en tirer profit et également de se prendre en charge de telle sorte qu'ils ne soient plus un fardeau pour leurs familles. Rappelons que la wilaya de Bouira, selon les dernières statistiques de la Direction de l'action sociale, compte 14 256 handicapés dont 6 172 déficients mentaux. C'est dire combien ce centre, dont la capacité d'accueil est de 60 personnes, est loin de répondre aux besoins de cette catégorie sociale, surtout en l'absence de suivi des malades.

Y. Y.

LE MINISTRE DES
AFFAIRES RELIGIEUSES
À LA RADIO CHAÎNE I :«Des biens wakfs
serviront à la création
d'emplois»

Intervenant hier sur les ondes de la Radio chaîne I dans le cadre de l'émission «Tahaoulet», le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Abdellah Ghoulamallah a évoqué la création prochaine d'une instance sociale à caractère économique qui sera chargée d'organiser le fond de la Zakat.

L'organisation du fonds passera aussi selon le ministre, par la création d'une coopérative qui sera chargée aussi bien d'aider les nécessiteux que des opérations d'investissements. «Nous avons besoin d'une instance sociale à caractère économique qui collecte les dons, elle n'aura pas un caractère administratif. Une partie de cette organisation se chargera d'accompagner les jeunes dans leurs projets d'investissement», a déclaré le ministre précisant, en outre, que ce contrôle n'existait pas avant et qu'il sera aussi pris en charge l'accompagnement du remboursement des dettes au niveau des banques. L'invité de la radio précisera que pour l'année 2008, les entrées du fonds de la Zakat ont atteint 507 millions de dinars pour 439 millions de dinars en 2007. Pour ce qui est des biens wakfs, le ministre précisera que les sommes récoltées seront utilisées dans la création d'emplois. «Les rentrées générées par les biens wakfs étaient faibles et estimées à 8 millions de dinars par an. La situation s'est considérablement améliorée depuis», explique M. Abdellah Ghoulamallah. Il annoncera qu'il sera suggéré aux autorités concernées la création d'une instance économique dotée d'un conseil d'administration. Le ministre soulignera en outre la difficulté rencontrée dans la récupération des biens wakfs.

Il donnera ainsi l'exemple de 1400 hectares de terres agricoles wakfs à récupérer dans les wilayas de Blida, Tipasa, Alger et Boumerdès tout en précisant que cela représente des sommes importantes. Pour le règlement de ces conflits, le ministre notera que ces terres ne seront pas enlevées aux fellahs mais qu'il s'agit plutôt de leur meilleure exploitation. Ces dernières peuvent notamment être louées à ceux qui les utilisent déjà. S'agissant de l'activité des imams, Abdellah Ghoulamallah précisera que ces derniers bénéficieront de formations assurées par des enseignants universitaires. Ces formations sont notamment axées sur la prise en charge et la sensibilisation sur les fléaux sociaux et les vrais risques pour la jeunesse notamment.

F.-Zohra B.